

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N° 082 /AONR/CES/SG/CIPM/2023 DU 31/08/2023 RELATIF A LA SELECTION D'UN CABINET OU BUREAU D'ETUDES, EN VUE DE LA CONCEPTION ET LA REALISATION D'UN SYSTEME DE GESTION ELECTRONIQUE DU COURRIER AU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (CES).

1 Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'amélioration du cadre de travail, le Conseil Economique et Social envisage le recrutement d'une firme en vue de la réalisation d'un système de gestion électronique du courrier au Conseil Economique et Social.

Financement : Budget d'investissement du Conseil Economique et Social

Le présent appel d'offres fait suite à la sollicitation à manifestation d'intérêt N°... 002... du 31/08/2023 publié le 06/09/2023

2. Consistance des prestations

La prestation, objet du présent appel d'offres est la Gestion électronique du courrier :

- Mettre en place un système intégré de gestion électronique du courrier, qui permettra à l'entité en charge du courrier de prendre en compte électroniquement les opérations de traitement jadis manuelles du courrier. En veillant sur les aspects ci-dessous :

- Mutualisation,
- dématérialisation,
- Traçabilité,
- Pérennité,
- Sécurité,
- Confidentialité.

- Développer une application web pour la gestion électronique du courrier afin de gérer en un temps réduit les flux de tous types de documents entrants, sortants et internes. Cette solution logicielle devra permettre la mutualisation et la circulation à tout document en tout lieu et en tout temps, via des terminaux diverses (Smartphones, tablettes, laptop, desktop, etc.)

La plus-value concrète sur le plus long terme serait de :

- Doter les responsables du CES, d'un dispositif moderne de gestion du courrier en général,
- Améliorer les temps recherche et d'accès à la documentation,
- Gagner en temps, en performance, en qualité et donc en coût pour les projets de l'Institution.

La firme retenue devra en outre assurer la formation des administrateurs et utilisateurs dudit logiciel. La plateforme de développement devra au moins se conformer à l'environnement informatique existant.

3. Délais d'exécution

Le délai global d'exécution des prestations est de trois (03) mois.

5. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération, à l'issue des études préalables pour l'Acquisition d'un logiciel de gestion du courrier, le montant prévisionnel est de **soixante-dix (70 000 000) millions de FCFA TTC**;

6. Participation et origine

La participation à cet appel d'offres est restreinte aux soumissionnaires ci-après cités, pré qualifiés en vue de la mise en place d'un système de gestion informatique au Conseil Economique et Social du Cameroun. La sélection se fera entre les entreprises ci-dessous pré-qualifiées :

N°	CANDIDATS PRE-SELECTIONNES	ADRESSES
01	EMC ENGINEERING SARL	BP.12302 Yaoundé ; Tél: 222 217 953
02	FISAGEST CONSULTING AND CONTRACTOR	BP. 5545 Yaoundé Tél: 699 894 069
03	AFREETECH	BP.35107 Yaoundé Tél: 242 685 677
04	AGENCE OLYTECHNIQUE DE PRESTATIONS DE SERVICES	BP. 2822 Yaoundé Tél: 620 295 806
05	PROCURE AND ADVISORY (PAA)	BP.38823 Yaoundé Tél: 679 526 879
06	TEAM INFO SYSTEM	BP. 139552 Yaoundé Tél: 677 713 147

7. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le Budget du Conseil Economique et Social du Cameroun de l'exercice budgétaire 2023.

8. Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, un cautionnement de soumission d'une durée de validité de 120 jours à compter de la date de publication de l'avis, délivré par un établissement bancaire agréé par le Ministre en charge des Finances. Le montant de ce cautionnement est fixé à **un million quatre cent mille (1.400.000) de francs CFA**.

Sous peine de rejet, le cautionnement de soumission devra être impérativement produit en original datant de moins de trois (03) mois délivré par l'un des établissements bancaires de 1er rang figurant à la pièce n° 12 du présent DAONR. Il sera libéré d'office après publication des résultats d'attribution pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Pour le soumissionnaire attributaire du marché, ce cautionnement sera libéré après constitution du cautionnement définitif.

Les autres pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative (Préfet, Sous-préfet,...), conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois précédant la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet de l'offre.

9. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'appel d'offres peut être consulté auprès des services du Conseil Economique et Social du Cameroun sis à MBALLA II.

10. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être obtenu dès publication du présent avis auprès du service du courrier du Conseil Economique et Social du Cameroun sis à MBALLA II contre présentation d'un reçu de versement d'une somme non remboursable de cent mille (100 000) francs CFA à l'Agence Comptable auprès du CES.

11. Recevabilité des offres

Sous peine de rejet, les autres pièces du dossier administratif requises doivent être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois précédant la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances.

Chaque offre, rédigée en langue française ou anglaise et en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tels, devra parvenir au Secrétariat Général du Conseil Economique et Social du Cameroun sis à MBALLA II, **au plus tard le 31/03/2023** à 11 heures précises. Les offres seront déposées contre récépissé et devront porter la mention :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N° 002 /AONR/CES/SG/CIPM/2023 DU 31/03/2023 RELATIF A LA SELECTION D'UN CABINET OU BUREAU D'ETUDES, EN VUE DE LA CONCEPTION ET LA REALISATION D'UN SYSTEME DE GESTION PHYSIQUE ET ELECTRONIQUE DU COURRIER AU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (CES).

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

12. Ouverture des plis

L'ouverture des offres se fera en deux temps, à savoir : l'ouverture des offres administratives et techniques (1ère phase) et l'ouverture des offres financières (2ème phase).

L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques aura lieu

le 13.3.2014 à de 12 heures précises, par la Commission Interne de Passation des Marchés du Conseil Economique et Social du Cameroun siégeant dans la salle de réunions du 3ème étage.

Seuls les soumissionnaires ou leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance du dossier peuvent assister à cette séance d'ouverture.

Celle des offres financières aura lieu au terme de l'analyse technique et seuls les soumissionnaires ayant obtenu une note technique minimale de 80% des points seront invités à y assister.

13. Critères d'évaluation

Les critères d'évaluation sont constitués de deux types : les critères éliminatoires et les critères essentiels. Ces critères ont pour objet d'identifier et de rejeter les offres incomplètes ou non conformes pour l'essentiel aux conditions fixées dans le Dossier d'Appel d'Offres relatives notamment à la recevabilité des pièces administratives, à la conformité de l'offre technique aux termes de Référence du DAO et à la qualification des candidats.

13.1 Critères éliminatoires

Ces critères ont pour objet d'identifier et de rejeter les offres incomplètes ou non conformes pour l'essentiel aux conditions fixées dans le Dossier d'Appel d'Offres relatives notamment à la recevabilité des pièces administratives et à la qualification des candidats pour l'ouverture des propositions financières.

- ✓ Fausses déclarations ou pièces falsifiées ;
- ✓ Absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif et de l'offre technique;
- ✓ Note technique inférieur à 80% des points.

13.2 Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques sera faite suivant les critères essentiels ci-après définis :

- ✓ Présentation générale de l'offre ;
- ✓ l'approche technique et de la méthodologie envisagées ;
- ✓ Qualification et expérience des experts dans le domaine du projet ;
- ✓ Références du soumissionnaire ;
- ✓ Moyens techniques et matériels à mettre en place pour l'exécution des prestations.
- ✓ Seules les offres techniques ayant obtenu une note supérieure ou égale à 80% des points seront éligibles à l'analyse financière.
- ✓ Les détails de ces critères essentiels sont précisés dans la grille jointe en annexe.

14. Méthode de sélection du consultant

Le consultant sera choisi par la méthode de sélection décrite dans le présent DAO.

15. Attribution

Le soumissionnaire présentant l'offre la mieux-disant, c'est-à-dire celle ayant obtenu la note globale la plus élevée, sera déclarée attributaire.

Un candidat peut être attributaire.

16. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant [indiquer la durée

de 90 jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

17. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus auprès du Service des Marchés et des Contrats sis au 3e étage de l'immeuble siège du Conseil Economique et Social du Cameroun Tél. : 222 21 26 70 / 22 23 15 25, Fax : 222 21 26 70

18. Additif à l'appel d'offres

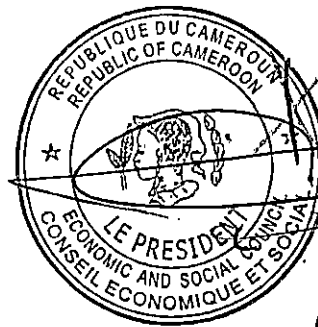
Le Maître d'ouvrage se réserve le droit en cas de nécessité, d'apporter toute autre modification ultérieure jugée utile au présent appel d'offres.

Yaoundé, le ... 31. AOÛT. 2023

**LE PRESIDENT DU CONSEIL
ECONOMIQUE ET SOCIAL**

Ampliations :

- SOPECAM
- DG/ARMP
- CPM
- CHRONO
- ARCHIVES



AYANG LUO

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

ECONOMIC AND SOCIAL COUNCIL

SECRETARIAT GENERAL

GENERAL SECRETARIAT

NATIONAL RESTRICTED CALL FOR TENDERS

No. 052 /AONR/CES/SG/CPM/2023 OF 21/4/2023 FOR THE SELECTION OF A
CONSULTANCY FIRM OR OFFICE TO DESIGN AND IMPLEMENT AN
ELECTRONIC MAIL MANAGEMENT SYSTEM AT THE ECONOMIC AND SOCIAL
COUNCIL (ESC).

1 Purpose

As part of efforts to improve its working environment, the Economic and Social Council is planning to recruit a firm to implement an electronic mail management system for internal use.

Funding: Public investment budget of the Economic and Social Council.

This call for tenders follows the request for expressions of interest No. 052 of July 5th 2023. Published on July 6th 2023.

2. Scope of services

The services under this call for tenders include the design and implementation of an electronic mail management system. They include:

- Implementing an integrated electronic mail management system that will enable the entity in charge of mail management to electronically take into account mail processing operations that were previously carried out manually by focusing on the following aspects:

- o Setting up electronic mail management software to automate the ESC's mail-related activities, in particular:
- o Reception;
- o Identifying the type of mail;
- o Scanning;
- o Recording, sorting, forwarding and assigning;
- o Saving mail/files that have reached the end of their journey or processing stage, followed by transfer to the ESC's electronic mail management application;
- o Traceability through tracking of the position of a file/mail, security and confidentiality.

The proposed solution must be able to cover all the specific features associated with electronic mail management at the ESC. It must also be capable of interfacing with other software entities connected with electronic document management.

- Developing a web-based application for electronic mail management in order to manage the flow of all types of incoming, outgoing and internal documents in the shortest possible time. This software solution should allow for documents to be shared and circulated anywhere and at any time.

The concrete added value in the longer term will be to:

- Provide ESC officials with a modern system for managing mail in general,
- Improve search and access times for documentation,
- Increase time, performance and quality, ultimately reducing costs for the institution's projects.

The selected firm shall also provide training for the administrators and users of the said software. The development platform must at least conform to the existing IT environment.

3. Delivery deadline

The overall deadline for delivery of the services under this tender is 3 (three) months.

5. Estimated cost

Following the preliminary studies for the design and implementation of an electronic mail management system, the estimated cost of the operation stands at **70,000,000** (seventy) **million** CFA francs, including taxes:

6. Participation and eligibility

Participation in this call for tenders is restricted to the following shortlisted tenderers for the design and implementation of an electronic mail management system at the Economic and Social Council of Cameroon. The selection will be made between the following shortlisted tenderers:

No.	SHORTLISTED BIDDER	ADDRESSES
1	EMC ENGINEERING SARL	BP.12302 Yaoundé ; Tél 222 217 953
2	FISAGEST CONSULTING AND CONTRACTOR	BP. 5545 Yaoundé Tél: 699 894 069
3	AFREETECH	BP.35107 Yaoundé Tél: 242 685 677
4	AGENCE OLYTECHNIQUE DE PRESTATIONS DE SERVICES	BP. 2822 Yaoundé Tél: 620 295 806
5	PROCURE AND ADVISORY (PAA)	BP.38823 Yaoundé Tél: 679 526 879
6	TEAM INFO SYSTEM	BP. 139552 Yaoundé Tél: 677 713 147

7. Funding

The services provided under this Call for Tenders shall be funded by on the Public Investment Budget of the Economic and Social Council of Cameroon for the financial year 2023.

8. Final Caution

Each bidder must attach to their administrative documents a bid bond valid for 90 (ninety) days from the date of publication of the call for tenders, issued by a financial or banking institution approved by the Ministry of Finance. The amount of this bond stands at **1,400,000 (one million four hundred)** CFA francs.

Under penalty of rejection, the original of the bid bond must be less than **3** (three) months old and issued by one of the first-class banks listed in Exhibit 12 of this tender document. It will be automatically released after publication of the award results for unsuccessful bidders. For the successful tenderer, this bond must be released once the final bond has been lodged.

The required administrative file must be produced in originals or in certified copies by the issuing services of the competent administrative authority (Divisional Officer, Sub-Divisional Officer....), in accordance with the special regulations governing calls for tender.

They must be less than 3 (three) months on the original date of submission of tenders or should have been established after the date of signature of the tender notice.

Any bid that is incomplete with regard to with the requirements of the bidding documents will be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a first-class bank approved by the Ministry of Finance or failure to comply with the model documents in the tender file shall result in the rejection of the tender.

9. Consultation of Tender Documents

Tender documents may be obtained at the secretariat of the Secretary General of the Economic and Social Council at its headquarters in Mballa II.

10. Acquisition of Tender Documents

Tender documents may be obtained from the Secretariat of the Secretary General of the Economic and Social Council located at Mballa II, following publication of this notice, upon a presentation of a receipt attesting payment of a non-refundable sum of **100,000 (one hundred thousand)** CFA francs issued by the Accounting Agency of the ESC.

11. Submission of bids

Each Tender, drafted in English or French, in **7** (seven) copies, 1 (one) original and 6 (six) copies, marked as such, in compliance with the provisions of the tender documents, must be deposited against acknowledgement of receipt, at the secretariat of the Economic and Social Council, located at Mballa II - opposite the National Hydrocarbons Corporation - SNH, Telephone 222 212 670, no later than September 18th 2023 at 11:00 a.m, local time in 3 (three) separate envelopes:

- 1° - Envelope A: Administrative documents,
- 2° - Envelope B: Technical offer,
- 3° - Envelope C: Financial capacity.

NB: Tenders shall be submitted in 2 (two) envelopes, one containing "A" the administrative documents and "B" the technical offers, and a separate envelope containing "C" the financial offer, must bear solely the following " In addition to the number of copies of the financial offer required by the specific regulation of the present tender documents, each tenderer shall submit one (01) copy of this financial offer in a separate envelope sealed and marked as such to serve as a sample offer for the Public Contract Regulatory Agency for its records. Failure to submit this sample bid shall result in the inadmissibility of the tenderer's bid.

All documents must be enclosed in an envelope and be marked:

**"NATIONAL RESTRICTED CALL FOR TENDERS
No. 05 /AONR/CES/SG/CPM/2023 OF 21/31th 2023 FOR THE SELECTION OF A
CONSULTANCY OR FIRM TO DESIGN AND IMPLEMENT AN ELECTRONIC MAIL
MANAGEMENT SYSTEM AT THE ECONOMIC AND SOCIAL COUNCIL (ESC) IN
YAOUNDE".**

"To be opened only at the bids opening session"

12. Admissibility of bids

Under penalty of rejection, the required administrative file must be produced in originals or in certified copies by the issuing services of the competent administrative authority (Divisional Officer, Sub-Divisional Officer...), in accordance with special regulations governing invitations to tender.

They must be less than **3** (three) months on the original date of submission of tenders or should have been established after the date of signature of the tender notice. Any bid that is incomplete in accordance with the requirements of the bidding documents will be declared non-responsive, as will the absence of a witnessed financial bid from the bidder's financial proposal at the opening, which will be **rejected outright**.

13. Opening of Bids

The opening of bids, which will be done in 2 (two) phases, namely: the opening of the administrative and technical bids (1st stage) and the opening of the financial bids (2nd stage).

The opening of the administrative documents and the technical bids will take place on 9/11/2014 at 12:00pm prompt, by the Contract Award Commission of the Economic and Social Council of Cameroon on the 3rd floor of the meeting room

Only tenderers may attend this opening session or be represented by a duly authorised person of their choice with full knowledge of the file.

The opening of the financial bids will take place at the end of the technical analysis and only the bidders who have obtained a minimum technical score of **80** points out of **100** points will be invited to attend.

14. Evaluation criteria

There are two types of evaluation criteria: eliminatory criteria and essential criteria. These criteria aim to identify and reject incomplete bids or bids that do not substantially comply with the conditions set out in the tender documents, in particular with regard to the admissibility of the administrative documents, the compliance of the technical bid with the terms of reference of the tender documents and the qualification of the bidders.

14.1 Disqualifying criteria

The aim of these criteria is to identify and/or reject incomplete bids or bids that do not substantially comply with the conditions set out in the Tender Documents relating in particular to the admissibility of administrative documents and the qualification of bidders for the opening of financial proposals.

- ✓ False statements or falsified documents;
- ✓ Lack or non-conformity of a document in the administrative file after a period of 48 (forty-eight) hours;
- ✓ Presence of financial information in administrative and/or technical bids;
- ✓ Absence of the financial bid;
- ✓ Absence of the bid bond;
- ✓ Inappropriate presence of financial information in envelopes A or B;
- ✓ Omission of a quantified unit price in the unit price schedule, the DQE and/or in the SDPU;
- ✓ Absence of a detailed quantified unit price;
- ✓ Absence of a detailed quantified unit price;

- ✓ non-conformity of the submission model;
- ✓ Absence of a declaration on honour attesting that the bidder has not abandoned a contract in the last 3 (three) years, and that it is not on the list of defaulting companies compiled annually by MINMAP;
- ✓ Absence of a pledge on honour to provide source codes and user and operating manuals.

14.2 Essential criteria

The technical bids will be evaluated based on the following essential criteria:

- ✓ General presentation of the bid - **5** marks;
- ✓ The technical approach and methodology envisaged, together with any relevant observations/suggestions - **10** points;
- ✓ Qualification and experience of experts in the field of the project - **50** points;
- ✓ The bidder's references - **15** points;
- ✓ Logistics and material resources to be provided for the execution of the services - **20** points;
- ✓ Financial capacity and average turnover over the last **3** (three) years - **5** points.
- ✓ Only the technical bids with a score equal to or higher than **80%** of the points will be eligible for the financial analysis.
- ✓ Details of these essential criteria are set out in the attached grid.

15. Method of selecting the Bidder

The Consultant will be selected using the Quality Based Cost Selection (**QBCS**) method in this Tender Document.

16. Award

The bidder with the **best bid**, i.e. the bid with the highest overall technical/financial score, will be declared successful.

Only one bidder may be awarded the contract.

Further information on this call for tenders may be obtained from the Department of Procurement and Contracts at MBALLA II, 3rd floor of the headquarters building of the Economic and Social Council of Cameroon Tel: 222 21 26 70/683 58 04 76.

17. Validity Period

Tenderers shall remain bound by their bids for ninety [indicate 90 (ninety) days from the closing date for submission of tenders.

18. Additional information

Further information on this call for tenders may be obtained from the Department of Procurement and Contracts at MBALLA II, 3rd floor of the headquarters building of the Economic and Social Council of Cameroon Tel: 222 21 26 70/683 58 04 76.

19. Whistleblowing

If you wish to report corruption or any other bad practice, please contact CONAC and/or MINMAP.

20. Addendum to the Call for Tenders

The Contracting Authority reserves the right, if necessary, to make any subsequent amendments to this call for tenders.

Done in Yaoundé, on.....

**PRESIDENT OF THE ECONOMIC AND SOCIAL
COUNCIL**

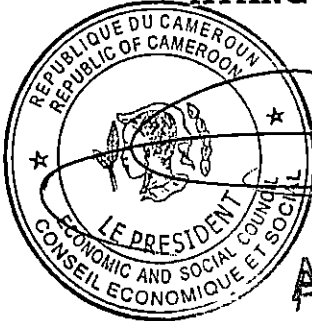
“Project Owner and Contracting Authority”

Copies:

- SOPECAM
- DG/PCRA
- CPM
- Records
- Contracts department for archives.

X

-AYANG LUC



AYANG LUC